



LES MINUTES AÉMA

#11

LES NOUVELLES SOLIDARITÉS FACE
AUX FRACTURES SOCIALES, TERRITORIALES
ET GÉNÉRATIONNELLES

MINUTE ISSUE DE L'INTERVENTION
DE SARAH EL HAÏRY ET VÉRONIQUE DEVISE
DU 26 JUIN 2023

S O M M A I R E

00 LES RENCONTRES AÉMA

01 L'INTRODUCTION
DE PASCAL MICHARD

02 LES INTERVENTIONS
DE SARAH EL HAÏRY
ET VÉRONIQUE DEVISE

03 ÉCHANGES,
APPROFONDISSEMENTS
ET PERSPECTIVES

04 OUVERTURES À L'ISSUE
DES ÉCHANGES

05 A PROPOS
DES INTERVENANTES

Anticiper le futur pour mieux comprendre le monde

Quels sont les contours de notre destinée commune ? Comment bâtir le monde de demain autour des valeurs de solidarité, d'équité, de partage, de protection et d'apports mutuels dont le mutualisme se revendique ?

Les *Rencontres Aéma* participent de cette volonté d'Aéma Groupe, premier Groupe mutualiste de protection français, de mieux comprendre notre monde pour construire la protection de demain.

Cette volonté s'articule autour de quatre grands thèmes au cœur du questionnement d'Aéma Groupe et dont chacun constitue un enjeu d'avenir dans notre projet de vie en commun :

- Les solidarités territoriales
- Les solidarités générationnelles
- L'avenir de la protection sociale
- Le numérique éthique

Sur chacun de ces sujets majeurs, les *Rencontres Aéma* s'organisent autour de femmes et d'hommes, acteurs publics, chercheurs, acteurs de l'économie sociale et solidaire, dont les actions, les réflexions et l'observation du monde constituent autant de regards éclairants sur notre société.

Cette rencontre avec Sarah El Haïry et Véronique Devise sur le thème des nouvelles solidarités face aux fractures sociales, territoriales et générationnelles a eu lieu le 26 juin 2023 au siège d'Aéma Groupe.

L'INTRODUCTION DE PASCAL MICHARD

La nature démocratique de notre gouvernance

Pascal Michard, Président d'Aéma Groupe :

Madame la Ministre, chère Sarah El Haïry, Madame la Présidente, chère Véronique Devise, cher François Miquet-Marty,

Mesdames et Messieurs les Membres des Conseils d'administration des entités d'Aéma Groupe, Mesdames et Messieurs les membres des collectifs Dirigeants d'Aéma Groupe, Mesdames et Messieurs qui nous faites l'honneur de participer à nos travaux,

Chers amis, c'est pour moi un plaisir d'ouvrir ces onzièmes rencontres d'Aéma, les dernières de la saison 2022-2023, avant un repos estival bien mérité.

Pour rappel, nous avons eu l'honneur d'accueillir cette année Cédric O, Adrien Basdevant, Alain Clot, Paul de Billy, et Maya Noël lors de plusieurs rencontres consacrées au numérique. Puis nous avons entamé au printemps un nouveau cycle consacré aux défis de la gouvernance démocratique, avec Pascal Perrineau et Najat Vallaud-Belkacem. Comme vous le savez, notre groupe créé il y a 2 ans et demi, est avant tout un groupe mutualiste inscrit dans les valeurs de l'économie sociale et solidaire.

Cela implique une lucrativité limitée, une pratique de la solidarité et naturellement, une gouvernance démocratique.

Sortant de plus d'un mois sur les routes de France pour aller à la rencontre des entités territoriales ou régionales, réseaux de mutuelles ou de la Macif qui sont des entités du groupe, et ayant participé à 6 assemblées générales au sein d'Aéma Groupe ces 10 derniers jours, je peux vous assurer que la nature démocratique de la gouvernance politique du groupe est loin d'être un effet cosmétique. En amont cela implique un processus de désignation par des élections régulières de représentants du plus grand nombre selon le principe cher à l'économie sociale et solidaire : une personne, une voix. Assez loin donc du modèle où le pouvoir est proportionné au capital. En aval, et cela est directement lié à cette nature particulière de notre gouvernance, cela induit une nécessaire utilité sociale qui s'inscrit quant à elle dans le temps long, une culture de performance globale qui place la performance financière au même niveau que la performance sociale, sociétale ou que la performance environnementale.

Le modèle capitaliste dominant est à bout de souffle

Pascal Michard, Président d'Aéma Groupe :

Sur le fond, je ne pense pas que notre modèle mutualiste ait vocation à évincer le modèle capitaliste. D'ailleurs, notre groupe est lui-même composé de sociétés de capitaux également. Lequel modèle a l'avantage de mettre l'efficacité au cœur du processus décisionnel, car il est par nature un processus directement et incontestablement entre les mains de celui ou de ceux qui possèdent le capital. Ce modèle a un corollaire immédiat, la rapidité de décision au service d'un profit également rapide. Je suis en revanche persuadé que cette solitude de la prise de décision, basée essentiellement sur les critères financiers et tout particulièrement dans le capitalisme actionnarial à l'œuvre depuis une quarantaine d'années, a atteint ses limites. Précisément parce que c'est la décision d'un seul ou au mieux de quelques-uns qui a des impacts considérables sur la multitude, y compris sur l'environnement, bref je pense très sincèrement que le modèle dominant est à bout de souffle parce qu'il lui manque précisément en nos temps actuels d'affirmation de sens et d'identités multiples, parce qu'il manque donc de représentativité. Au-delà donc des injonctions à la légitimité technique que nous vivons chaque jour dans nos entreprises, puisqu'une bonne entreprise, c'est d'abord une entreprise qui fait bien son travail, la demande de sens au travail implique de pouvoir prouver sa représentativité sur des segments multiples, représentativité territoriale, affinitaire, sociale, etc...

Pour conclure, s'il n'a pas vocation à évincer le modèle dominant, notre modèle peut en revanche l'inspirer car la demande sociale est très forte. Et elle est bien là, et cette inspiration ne se fera pas seulement en prouvant que l'on remplit bien des indicateurs chiffrés en vert, en rose, en jaune ou que l'on a de l'impact. Car à la fin, c'est bien la façon dont l'on répartit le pouvoir et la valeur au sein d'une entreprise qui est en question, non pas seulement sa capacité à remplir des tableaux Excel sur ses propres vertus. Au-delà de la boutade et de la petite provocation, ce tiraillement entre juste représentativité et juste technicité est au cœur de nos réflexions, et je crois profondément est au cœur de la question démocratique du moment. Nous aurons le plaisir de vous écouter, Mesdames, dans quelques minutes, mais je pense que les gouvernances démocratiques, politiques et associatives subissent le même questionnement aujourd'hui et qu'elles sont donc questionnées dans leur capacité à créer des leviers de solidarité. Ce préambule étant fait, je souhaiterais, si vous me le permettez, vous présenter brièvement à notre auditoire d'abord.

Votre regard sur la place de la solidarité

Pascal Michard, Président d'Aéma Groupe :

Madame la Ministre, Sarah El Haïry, vous êtes secrétaire d'État chargée de la jeunesse et du service national universel depuis juillet 2022 après avoir été secrétaire d'État chargée de la jeunesse et donc de l'engagement auprès du ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports au sein du gouvernement de Jean Castex, entre juillet 2020 et mai 2022. Vous aviez été précédemment élue députée de la Loire-Atlantique en 2017, mandat où vous avez été réélue lors des dernières élections législatives de juin 2022. Je note également que vous avez, d'une part, été recrutée par nos amis du groupe coopératif Up en 2014 et d'autre part, que vous aviez, dans le cadre de votre précédent portefeuille ministériel, fait promulguer deux lois le 1er juillet 2021 visant à faciliter la vie des associations sur le terrain de la responsabilité juridique des dirigeants bénévoles et en matière de trésorerie. Je pense donc que le monde de l'économie sociale et solidaire dans lequel nous sommes fièrement inscrits en tant que groupe mutualiste ne vous est pas inconnu, vous êtes donc ici chez vous, bienvenue.

Madame la Présidente Véronique Devise, vous êtes donc Présidente du Secours Catholique depuis le 15 juin 2021.

Originnaire du Pas-de-Calais, vous êtes assistante sociale de formation et vous avez, je pense pouvoir le dire sans flagornerie, mis toute votre vie au service des plus démunis. D'abord dans le cadre de votre métier d'assistante sociale au Conseil Départemental du Nord, dans le Valenciennois, c'est-à-dire dans une région particulièrement frappée par la crise économique et sociale. Puis vous avez passé une dizaine d'années auprès des caisses de retraite complémentaires dans les Hauts-de-France, avant d'aller vous consacrer en milieu hospitalier pédiatrique à l'accompagnement des familles. Avant de vous tourner vers une structure d'insertion professionnelle, puis une autre d'aide à la personne, et une dernière consacrée à l'accueil des personnes handicapées. Une vie professionnelle donc tournée vers les plus fragiles, qui vous a portée, parce que vous en aviez la force et le courage, vers l'engagement bénévole sur votre temps libre. Vous êtes entrée au Secours Catholique comme bénévole en 2006, référente quelques mois plus tard jusqu'à accéder à la présidence du Secours Catholique Nord-Pas-de-Calais en 2009. Vous avez donc été très directement en contact avec les nombreux visages de la précarité, aux côtés des familles, des enfants, des personnes âgées, des personnes détenues.

Pascal Michard, Président d'Aéma Groupe :

Chère Sarah El Haïry, chère Véronique Devise, nous serons particulièrement attentifs à votre analyse de la situation en général et de la place de la solidarité en particulier en tant qu'entreprise reposant sur un modèle mutualiste. Cela nous sera d'un apport essentiel pour agir de manière plus éclairée au sein du groupe, et plus généralement au sein de la cité et tout particulièrement bien sûr au sein de notre gouvernance. Merci donc à vous qui êtes dans la salle ou bien sur l'estrade d'être ici et je laisse désormais la parole à nos oratrices.



LES INTERVENTIONS DE SARAH EL HAÏRY ET VÉRONIQUE DEVISE

Quel regard sur la situation actuelle des jeunes ?

François Miquet-Marty : Merci beaucoup cher Pascal Michard et bonsoir à toutes et à tous pour cette nouvelle édition de nos réflexions, en effet consacrées à la fois aux grandes tendances et aux mutations, notamment en matière de solidarité. Alors je vous propose qu'on entre directement dans le vif du sujet parce que je crois que le temps nous est un peu compté. Premier élément qui est très frappant, en effet, c'est le caractère très engagé de vous deux, de l'une et de l'autre sur des missions, sur des fronts, sur des préoccupations à la fois très sociales et humaines. La question qui nous frappe aujourd'hui, c'est la difficulté croissante d'une partie de la population française, des jeunes en particulier. Je pense que c'est l'occasion d'en parler, on a dans les enquêtes d'opinion, 20% des jeunes qui s'estiment défavorisés. On a vécu des chocs successifs collectifs : la période COVID, l'inflation, qui pour une partie d'entre eux, pas pour tous, bien entendu, ont été difficiles à éprouver et à vivre dans leur quotidien. Et ce qui nous semble intéressant ce soir, c'est d'avoir au fond, peut-être ces trois regards, trois modalités d'action que sont l'expression des pouvoirs publics, l'expression d'un mouvement tel que le Secours Catholique et puis l'expression mutualiste, trois modalités d'action donc très différentes. Mais en même temps probablement très complémentaires, dont je ne vois pas trop les concurrences ni les compétitions. Donc voilà ce qui nous semble peut-être intéressant pour débiter, pour amorcer la réflexion sur notamment la situation des jeunes.

Quel regard portez-vous, Madame la Ministre sur leur situation actuelle ? Est-ce qu'on peut dire au fond que les traumatismes collectifs ou les grandes épreuves que nous avons vécues : la période COVID, la période d'inflation d'une certaine manière, commencent à s'atténuer un petit peu, que la situation s'améliore ? On parle bien entendu de grandes tendances. Quelles disparités de jeunes existe-t-il ? Et puis, pour synthétiser les questions que je proposais d'égrener, mais je vois que le temps est court, que faire d'une certaine manière face à des jeunes qui souvent sont sans relais ? Ou tout au moins estiment ne pas savoir à qui s'adresser, comment pouvoir leur apporter des réponses qui puissent être utiles, opérationnelles ? Du point de vue de l'action publique ? Ce sont des questions très générales, très larges, mais cela permet d'initier la réflexion et puis de vous entendre sur ces sujets qui vous sont chers.

Il y a plusieurs jeunesses

Sarah El Haïry : Merci beaucoup François. Madame la Présidente, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, moi je suis très heureuse d'être ici pour plein de raisons. D'abord, oui, parce que je me sens, c'est vrai, un peu à la maison. Moi, j'ai fait le choix de la coopérative, je n'oublierai jamais le regard de mes parents le jour où j'ai dit je démissionne : j'ai démissionné d'un groupe j'avais à peine 23, 24 ans, parce que le sens du groupe n'avait plus de sens pour moi. Ce qui est déjà un peu précurseur finalement d'un instinct plus que d'une réflexion raisonnée à ce moment-là pour vivre l'aventure d'une coopérative, dont j'ai adopté la gouvernance avant d'en adopter le fonctionnement pour être tout à fait honnête, et la compréhension même du secteur. Et après finalement, une sorte d'alignement trouvé ou retrouvé entre un idéal de société démocratique, sociale, environnementale, plus profond et une perspective professionnelle qui ne me mettait pas en injonction contradictoire. Ce qui est franchement un luxe, mais je fais partie de cette minorité de personnes dans notre société, il faut être juste sur le regard posé, qui a eu la chance de pouvoir faire ce pas là et je pense que notre responsabilité collective, c'est de permettre à un maximum de personnes en réalité de le vivre, sans être dans cette injonction de prendre le risque, parce que c'est un risque que de quitter un emploi dans la période actuelle pour en choisir un autre, quand on a une famille, des responsabilités ou des charges fixes.

Moi, j'ai la chance depuis maintenant plus de 3 ans et demi d'avoir un regard assez pluriel sur notre jeunesse et je pense que la plus grande offense qu'on fait à notre jeunesse, c'est de la caricaturer ou de l'englober, de la globaliser. La jeunesse elle est ceci, elle est cela. Elle est militante ou elle est apathique, elle est dépassée ou elle est ceci ou cela : on ne fait ça avec personne d'autre dans notre société, il y a pas de raison qu'on le fasse avec les jeunes. Pour une partie d'entre elle, elle va très bien. Pour une autre partie, elle est très isolée : une partie de notre jeunesse, à 18 ans, a des problèmes de parentalité parce que ce sont des jeunes parents entre 18 et 20 ans, qui ont des problèmes de garde, de premier emploi, c'est leur quotidien. Et pour d'autres, ce sont les premières années de fac donc ce sont les premières soirées, les premiers amours.



Notre jeunesse a besoin de beaucoup de choses

Pour d'autres, ce sont des années d'études très intenses parce qu'ils sont en prépa, mais ils ont tous entre 18 et 20 ans. Et le fait de globaliser leur réalité de vie parce qu'ils sont dans un moment de transition, c'est finalement, en tout cas à mes yeux, les invisibiliser dans leurs différences. Quand on est jeune Nantais par chez moi ou si on est juste à Châteaubriant, on n'a même pas déjà la même vie. Alors je ne parle même pas du jeune de Guéret, de Clermont-Ferrand ou du Var ou d'outre-mer. Et pour le coup, je sais que c'est peut-être moins grandiloquent qu'un grand discours sur une jeunesse offensée, engagée ou qui pourrait peut-être plus facilement faire un article ou un titre d'article. Mais la réalité, c'est que notre jeunesse a besoin de beaucoup de choses parce qu'elle est très différente.

« NOUS AVONS UNE
RESPONSABILITÉ
CELLE DE PERMETTRE
À CETTE GÉNÉRATION
DE RÉPONDRE AUX
DÉFIS
DE NOTRE SIÈCLE. »

Et quand je dis elle a besoin de beaucoup de choses, c'est que par essence, quand on a entre 16 et 25 ans, on est dans un moment où on se construit intimement, on se construit en fonction de la famille qu'on a et on n'est pas égaux face à ça. On se construit par rapport à la réalité territoriale dans laquelle on a grandi, par rapport au capital social qu'on a autour de soi, et donc par essence, nous n'avons pas les mêmes opportunités. Alors on a une promesse de modèle social qui est celle de l'égalité des chances. On a un idéal en tout cas républicain qui fait que l'école doit permettre cette égalité et pas que, parce que c'est là où je pense à la continuité et à la complémentarité éducative, mais aussi la responsabilité de chacun. Mais en tout cas, à mes yeux, il y a une responsabilité peut-être qui est particulière, c'est celle de permettre à cette génération, disons entre 16 et 25 ans, de répondre aux défis de notre siècle et les défis, cette génération a la particularité d'en avoir beaucoup sur le dos. Une transition environnementale réelle et qui impacte objectivement leur capacité à se projeter pour un certain nombre d'entre eux, c'est ce qu'on appelle l'éco-anxiété.

Elle vit de nombreux défis : climatiques, géopolitiques...

Plus largement, au-delà de l'éco-anxiété, la question de se dire quelle est ma place, quelle est ma part, quand on lit effectivement pour un certain nombre de jeunes le rapport du GIEC, et attention, ce n'est pas une majorité d'entre eux qui le lisent, il y a une partie qui en a conscience et une partie qui le vit, il suffit d'aller voir un jeune rural, un jeune rural vit la sécheresse. Et il vit le dérèglement climatique, il voit en fait ce que ça donne sur son environnement quotidien. Il n'a peut-être pas théorisé ça et ce n'est pas grave, mais il y a cette réalité-là, il y a une transition démocratique extrêmement forte.

« ILS NE SONT PLUS LA GÉNÉRATION DE PAIX. »

Ils ne sont pas insensibles à la réalité géopolitique de notre monde en tout cas, ni de l'Union Européenne, à l'instabilité extrêmement forte qu'il y a autour de la guerre. Peut-être qu'ils consomment un peu moins de télé, en tout cas de chaînes de JT, mais ils consomment de la télé, ils consomment de l'information et la consomment juste autrement.

Et ils ne sont plus la génération de paix. Moi, je suis née en 89 c'est-à-dire après la chute du mur de Berlin, ça veut dire qu'on considérait que la paix était un acquis. C'est le fruit même, par essence, de l'Union Européenne. C'était cet idéal de paix posé. À quelques centaines de kilomètres, même pas de milliers de kilomètres de nous, le week-end que nous avons vécu en Russie montre à quel point l'instabilité géopolitique est réelle et ils ne sont pas insensibles à ça. Et à côté de ça, ils ont intégré d'autres défis. Le défi de la stabilité même au-delà de la stabilité géopolitique, je pense évidemment à la guerre que mène la Russie contre l'Ukraine, la place de la Chine, la question de nos relations, de nos stabilités avec les États-Unis, mais plus simplement la bascule et l'arrivée de mouvements d'extrême droite au sein même de l'Europe, qui sont le fruit d'expressions démocratiques, c'est une génération qui vit avec tout ça.

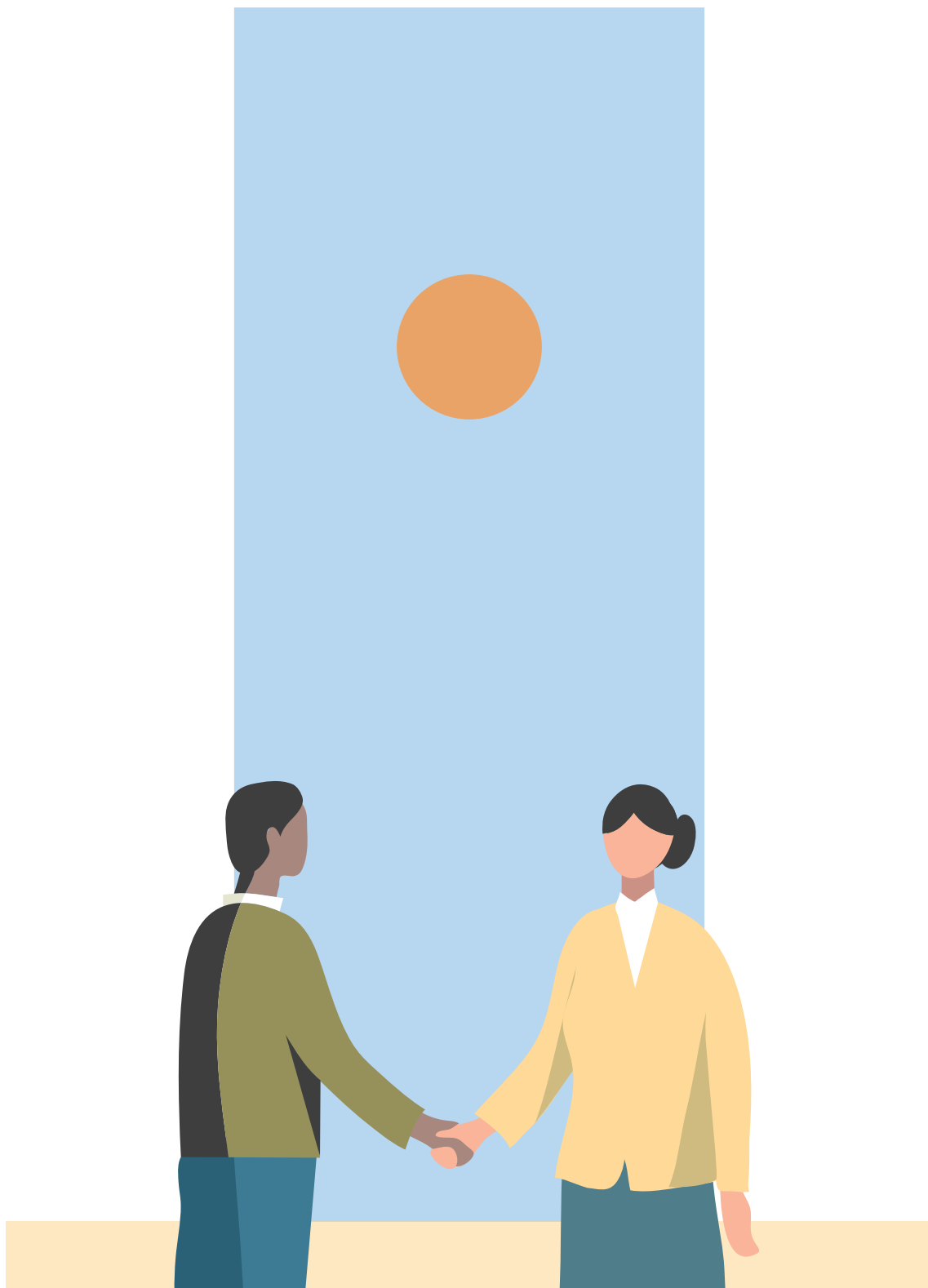
Et pour finir, sans rentrer dans le détail, peut-être le plus complet des défis : c'est une génération qui vit aussi avec une sorte d'injonction contradictoire sur l'intergénérationnel.

...et intergénérationnels

C'est une génération qui vit à 3-4 voire 5 générations. Elle arrive dans une entreprise, on lui demande d'intégrer la culture de cette entreprise mais dans cette entreprise, il y a 4 générations qui ne conçoivent pas le travail de la même façon, qui ne conçoivent pas la question du sens de la même manière, dont les engagements ne sont pas, en tout cas dans les priorités, organisés de la même manière. Et donc il y a un peu moins de communs. Et l'absence de ce commun non pas dans la méthode, mais dans la conception même, fait qu'il y a des incompréhensions et donc des phrases un peu à l'emporte-pièce.

« ILS VOULAIENT SURTOUT DES EMPLOIS
QUI AIENT PLUS DE SENS. »

On a vu beaucoup d'articles économiques sur la grande démission, il n'y a jamais eu de grande démission de la part des jeunes. Il faut revenir à la réalité : dans les 3 mois, voire 6 mois maximum qui suivent la démission, il y avait un nouvel emploi. La réalité c'est que c'est une période de grandes négociations. Ils voulaient évidemment une plus juste répartition de la valeur, ça c'est clair. Mais ils voulaient surtout des emplois qui aient plus de sens, parce que nous sommes dans un moment où on tend vers le plein emploi, je ne parle pas de la qualité des emplois que nous avons, mais la réalité c'est qu'il y a plus d'emplois dans notre pays que nous en avons eus jusqu'à une certaine époque. Le taux de chômage des jeunes reste extrêmement élevé, mais c'est le plus bas des 40 dernières années, donc il y a une sorte d'injonction à finalement, dans un moment comme celui-là, aller chercher cet alignement, en tout cas au plus près de ce qui est possible. Et enfin, dans cette question d'inter-générationnel, on a eu beaucoup de débats, certainement pendant le COVID en particulier, qui a été une crise sanitaire qui a bousculé le quotidien, les liens sociaux, on a beaucoup lu dans la presse : « on leur fait payer la charge de la protection de nos aînés ». Et ça, pour le coup, ce sont des fractures artificielles qu'on a essayé de créer, vraiment je n'ai vu aucun jeune pendant cette période me dire vous nous faites payer quelque chose, pas du tout.



Laisser de la place aux jeunes dans les gouvernances

Parce qu'en fait en réalité un jeune, ça reste un petit-fils, un fils, un neveu, et c'est là où attention ce n'est pas un être en soi isolé, c'est un être plein de liens et la condition qui, en tout cas je pense, est nécessaire pour permettre à cette jeunesse de se construire pleinement, c'est lui laisser la place dans les gouvernances. Parce que c'est une génération qui est très aguerrie. Partager la responsabilité de la charge, et ça veut dire aussi au-delà, de permettre un accompagnement sur du shadow COMEX par exemple. Vous partagez la charge, la réalité de la dette, la réalité du fonctionnement d'une gouvernance, la réalité de la part et la participation de chacun dans une réponse à apporter à la société.

« JE VOIS AU QUOTIDIEN DES JEUNES QUI S'ENGAGENT DANS DES MISSIONS DE SERVICE CIVIQUE. »

Ils sont beaucoup plus éclairés que ce qu'on imagine, ils sont beaucoup plus raisonnables, plus raisonnés que ce qu'on imagine, que ce qu'on a comme caricature en tête, que ce qu'on entend au quotidien. Moi, j'ai vu une jeunesse pendant le COVID, alors même qu'on lisait tout et son contraire, répondre à un appel à la solidarité sur jeveuxaider.gouv.fr, alors qu'on ne savait pas encore ce que ça faisait le COVID, franchement tout le monde avait plutôt peur et en quelques semaines, 400 000 personnes se sont inscrites pour accompagner des aînés, pour accompagner le soutien dans nos hôpitaux alors que fondamentalement c'était des bénévoles, c'était du volontariat pur. Et dans ces 400 000 la moitié avait moins de 25 ans. Et moi je le vois au quotidien des jeunes qui s'engagent dans le SNE, dans le service civique, dans en particulier Solidarité Senior, qui est un programme de service civique. Imaginez qu'aujourd'hui il y a des jeunes, des dizaines de milliers de jeunes, c'est un peu moins de 10 000, l'objectif est quand même extrêmement élevé sur la trajectoire, qui font donc le choix d'aller s'engager dans des missions de service civique auprès des aînés. Alors qu'il y a des missions qui peuvent, vu de l'extérieur, être plus promptes à appeler la curiosité des jeunes : le sport, les JO, l'environnement. On pourrait imaginer ça, mais pas du tout en fait : il y a une aspiration à l'utilité, à voir son impact.

Un besoin de communs avec les générations plus anciennes

Et sur les 80/90% des jeunes qui ont fait ces missions, un sur deux souhaite s'engager dans les métiers du lien et du social derrière. Et donc en fait, ils ont besoin de quoi ? Ils ont besoin de confiance. Et ils ont besoin de communs avec les générations un peu plus anciennes, parce qu'on ne peut pas juste leur dire : il y a l'arrivée de l'intelligence artificielle, il y a de la data, il y a de la blockchain, les trois-quarts des emplois que vous allez faire, vous ne les connaissez pas, et en plus ils vont être détruits par l'intelligence artificielle. Donc en fait, vous étudiez mais on ne sait pas exactement pourquoi : c'est anxiogène au plus haut point.

« EN REVANCHE DÉVELOPPER DES COMPÉTENCES TRANSVERSALES, DÉVELOPPER UNE CONFIANCE EN SOI, DÉVELOPPER LA CAPACITÉ À ÊTRE PLUS ENTREPRENEUR ENCORE, MAIS AUSSI DÉVELOPPER LE GOÛT DU RISQUE ET LE GOÛT DE LA RESPONSABILITÉ : CELA POUR LE COUP CE N'EST PAS UNE QUESTION NI DE TERRITOIRE, NI DE CLASSE SOCIALE, NI MÊME D'ÉTUDES. »

Cela permet de construire une confiance pour répondre aux défis, mais ça veut dire aussi, et c'est peut-être le plus dur dans la mission, et c'est là où l'entreprise est le bon lieu pour le faire et je le dis très sincèrement : comment reconstruire du commun avec les générations les plus anciennes ? Parce qu'il n'y a plus le bac qui était une sorte de rituel de passage qu'on connaissait, le A, B ou le S, L, n'existent plus donc quand des petits enfants parlent de leur bac à leurs grands-parents ou de Parcoursup, il n'y a plus de lien... Ce sont ces communs qui manquent. Quand il y a une inversion de l'apprentissage et que finalement ce sont les petits enfants qui apprennent à leurs grands-parents l'utilisation de Facebook, enfin aujourd'hui ce sont plutôt les grands-parents qui apprennent aux enfants Facebook, mais on va dire de Snapchat ou de TikTok, il y a une inversion de la relation du savoir, mais il faut être en capacité qu'il n'y ait pas de fracture de ce défi numérique qui pourrait venir se creuser. Parce que sinon on aura un commun qui va manquer.

Comprendre les nouvelles formes d'engagement des jeunes

Et donc il faut créer du lien et simplement de la compréhension, pour qu'on n'ait pas une incompréhension dans le comportement vis-à-vis du travail, dans le comportement vis-à-vis de la forme de militantisme.

« IL FAUT RECONNAÎTRE LES ENGAGEMENTS DANS LEUR PLURALITÉ, SANS HIÉRARCHIE. »

Aujourd'hui, j'entends parfois encore beaucoup trop qu'on a des jeunes qui ne sont pas engagés, ce n'est pas vrai, ils ne s'engagent juste plus comme avant, ça c'est vrai. Alors, vous leur proposez de prendre la présidence d'une association, ils ne veulent pas. En même temps, ce n'était pas inutile la loi à une époque sur la responsabilité des dirigeants, mais ils n'en veulent pas parce que ce n'est pas leur conception aujourd'hui de l'engagement. En revanche, vous les appelez parce qu'il y a un besoin d'un coup de relais fort pour nettoyer par exemple une plage ou même sur des actions très humaines parce qu'il y a un besoin humain : il y a une arrivée de réfugiés par exemple, il y a quelque chose de fort, ils sont au rendez-vous. Et c'est là je pense qu'il faut qu'on soit fin dans notre analyse et que demain, l'évolution de nos entreprises, comme la gouvernance de la politique publique que nous portons, reconnaisse les engagements dans leur pluralité, sans hiérarchie. Il y aurait une hiérarchie dans les engagements, avec des engagements qui vaudraient plus que d'autres ? Cela c'est non.

Notre responsabilité, c'est de leur présenter les formes d'engagement et de les laisser les découvrir. Sécuriser leurs engagements dans leur parcours scolaire parce qu'on a vu à quel point parfois ça peut être handicapant. Alors aujourd'hui, un jeune lycéen élu a parfois ses absences, en tant que jeune élu, comptées de manière négative dans Parcoursup. C'est antinomique, c'est idiot et pour autant c'est une petite bêtise de service, de système informatique, mais la réalité est là, donc comment on sécurise cet engagement, comment on le reconnaît, comment on l'intègre peut-être dans l'année de césure.

Rapprocher les territoires par la mobilité

Pour permettre aussi à notre jeunesse de prendre en maturité si elle en ressent le besoin. En fait, on ne lui laisse pas le temps de s'écouter. Dans un moment qui va très vite et qui va peut-être un peu plus vite qu'avant, c'est vrai. Et pour cela, au sein du monde de l'éducation nationale avec un grand E, c'est-à-dire scolaire et extrascolaire, il faut recréer ces temps collectifs. Le départ en colonie repart un peu plus, les scouts repartent, les mouvements comme le service civique repartent donc, ça, ce sont plutôt des très bons signes, donc moi je ne suis pas du tout défaitiste.

En revanche j'essaie d'être très objective sur le regard posé : tout le monde n'a pas les mêmes chances. Mais pour créer des choses communes, alors il faut que les jeunes entre eux se rencontrent, il ne faut pas laisser s'installer parfois des incompréhensions ni territoriales, ni d'injonction. J'ai entendu, et cela m'a beaucoup touché, un jeune de la Creuse qui dans ses propos, était franc mais plutôt en colère. Il disait qu'il y a beaucoup trop de choses pour les jeunes de Marseille et je cite, de Marseille en particulier. Je lui ai expliqué que finalement, moi

ce que je vois, c'est que les jeunes des quartiers Nord de Marseille ont autant de difficultés que lui parce qu'en fait, quand tu es dans les quartiers Nord de Marseille, il faut 1h30 pour aller au Mucem, en transport en commun. En fait ils n'y vont pas et le jeune de Guéret effectivement, pour avoir accès à un certain nombre d'enseignements supérieurs dont lui rêve, il a plus d'une heure et demie de transport aussi. Et dans le fond, c'est une question de mobilité et pour l'un et pour l'autre, mais si nos jeunes ne se rencontrent pas, alors elles se fantasment, voire pire, elles se jalouent. Mais un pays fort, c'est d'abord un pays qui a une unité dans son destin, qui a conscience de ses complémentarités, dans les formes de diversité, dans les formes de réalité de vie.

C'est essentiel et c'est pour ça que, à mes yeux en tout cas, et c'est ce que nous portons au sein du ministère, cela passe par l'engagement sur plusieurs tranches d'âge, dès les petits, avec les juniors associations, un peu plus grand, avec la démocratie scolaire, alors certains sourient, mais c'est comme ça qu'on réenchante la démocratie.

Faire comprendre nos institutions et leur utilité

Parce que quand aux dernières élections régionales vous avez 9 jeunes sur 10 qui ne votent pas, je sais que ça fait toujours un peu sourire quand je dis ça, mais ce n'est pas en baissant l'âge à 16 ans qu'il y aura un déclic. C'est beaucoup plus profond que ça. Il faut aller chercher la compréhension de nos institutions, leur utilité. La confiance qu'on a dans la parole publique, ça ne se décrète pas, ça se construit, ça se bâtit et donc là, c'est un sujet de citoyenneté pour aller construire cette unité et donc en réalité, l'acceptation du goût de l'effort nécessaire, de la prise de risque parfois mais surtout de la pluralité d'échelons.

Ma réponse est peut-être beaucoup trop large, mais sincèrement avec le recul que j'ai de ces trois ans de gouvernement et plus largement d'un engagement pour moi qui a commencé très tôt, parce qu'il a commencé avec mes parents dans des caravanes médicales, dans des pays comme le Vietnam ou des pays subsahariens, ou même dans le monde éducatif au Maroc : je pense que la pluralité des réponses apporte un regard très humain sur chaque jeune et donc du coup sur sa capacité à se dépasser. Mais il faut avoir un regard en réalité très optimiste sur cette jeunesse. Si on ne veut pas nous-mêmes d'une certaine manière lui briser

les années, c'est à nous d'être dans notre parole, confiants pour elle, pour qu'elle puisse avoir l'énergie de prendre un certain nombre de choses en main, à nous de sécuriser en revanche le bâti et les fondations.

François Miquet-Marty:

Mieux comprendre les jeunesses, pour tisser des liens et générer, restaurer une confiance. Alors sur cette question de la solidarité, y compris transgénérationnelle, et avec les jeunes les plus démunis, dépourvus, on sait qu'il y en a beaucoup, même si des choses ont été faites. Le contrat d'engagement jeune a été évoqué tout à l'heure, il y a néanmoins toujours ces jeunes qui sont sans emploi, qui ne font pas non plus d'études, qui n'ont pas de formation : est-ce qu'il y a d'autres choses à faire ou est-ce qu'il faut se dire au fond, que le contexte macroéconomique, la croissance, le dynamisme du pays, la confiance peut-être, peuvent permettre de recréer, ou est-ce qu'il faut tendre la main avec des nouvelles solidarités dont on n'a pas nécessairement l'habitude jusqu'ici ? Est-ce qu'il y a des champs à réinventer, ou est-ce que vous pensez qu'on a suffisamment d'outils pour pouvoir tisser ces liens et créer des relations de solidarité un peu plus prégnantes ?

La question de la parentalité et du continuum éducatif

Sarah El Haïry :

Tant qu'il y aura un jeune qui sera en réalité sur le bord du chemin, il y aura besoin de se questionner sur ce qui est à inventer ou à réinventer. Tout à l'heure, on parlait des différences de jeunesse. Il y a des familles très aisées qui ne s'intéressent pas une seconde à l'éducation de leurs enfants. Il y a des familles extrêmement modestes qui font de l'éducation de leurs enfants l'alpha et l'oméga de l'investissement qui est le leur, donc ce n'est pas une histoire de moyens, c'est une histoire d'accompagnement de la parentalité. Alors je sais, je sors du champ en tant que tel de la question, mais comment réintègre-t-on la question de la parentalité et du coup du continuum éducatif : la place des parents dans un monde comme celui-là est extrêmement importante.

Moi, j'ai été particulièrement touchée, alors je l'ai vu entre deux, parce que ma journée n'était pas du tout devant les chaînes d'info continues, mais cette maman qui interpelle le Président de la République en disant, mon fils a déposé plus d'une dizaine de CV dans la journée et n'a pas trouvé d'emploi, et le Président lui dit venez avec moi sur le Vieux Port : cela veut dire qu'il y a profondément des incompréhensions. Sur la question du marché du travail, sur l'accompagnement des parents.

Et ça veut dire qu'il y a certains parents qui pour le coup se sentent seuls, mais pour créer, il faut tenir un discours de vérité.

« COMMENT CRÉER DE LA SOLIDARITÉ EN INTRAGÉNÉRATIONNEL ? »

Nous avons un pays qui a plein d'outils : Contrat Engagement Jeune, Un jeune Une solution : c'est 12 milliards, ce n'est pas un pays qui manque de moyens, en tout cas au premier abord. Il y a toujours des sujets sur lesquels il faudrait aller plus en profondeur, je pense aux enfants de l'ASE, il y a toujours des sujets plus spécifiques, mais globalement on est un pays qui investit énormément dans sa jeunesse, dans son accès à la santé, la contraception gratuite, aujourd'hui les chèques Psy, l'accompagnement psychologique, l'école, l'enseignement supérieur. Alors oui, ça peut toujours être mieux, ça peut toujours s'améliorer, ça peut toujours être plus juste, mais si on a un regard juste sur notre pays, on a un très beau pays. On a un très beau pays et donc comment on crée aussi une force de solidarité dans cette même génération, dans l'intra-générationnel, c'est vraiment une question aussi de confiance dans cette génération elle-même.

Accompagner humainement au-delà des dispositifs

Et donc au-delà des dispositifs sur lesquels on peut toujours s'améliorer, pour le coup j'en suis assez convaincue, je crois qu'il y a aussi une confiance à donner à cette génération et donc parfois tenir des discours de confiance, d'accompagnement. Revoir le regard qu'on a sur l'échec aussi : aujourd'hui un jeune qui parfois change de voie ou un jeune qui décide une réorientation, franchement, vous avez une chance sur deux qu'on dise qu'il est inconséquent ou qu'il n'est pas sérieux ou qu'il ne sait pas ce qu'il veut faire, alors que dans le fond ce n'est pas ça le sujet. Le sujet pour être plus juste, peut-être que c'est une question d'orientation. On a un énorme sujet d'orientation dans notre pays : la découverte des métiers, la découverte des parcours qui peuvent nous amener à un métier, c'est ça les sujets. Et donc au-delà des dispositifs, et on en a : cela m'a pris 2 ans pour tous les connaître au ministère et j'étais très bien accompagnée, et j'en découvre encore dans cette période budgétaire. Ce n'est pas un sujet de dispositif, c'est un sujet d'accompagnement humain parce que l'information dans notre pays, elle a la particularité d'être particulièrement disséminée et donc il faut être quasiment un spécialiste des politiques jeunesse pour répondre.

« IL MANQUE PEUT-ÊTRE
DE LA LISIBILITÉ
ET DE L'ÉGALITÉ »

Cela veut dire qu'on ne manque ni de moyens financiers ni de réponses techniques, en revanche il manque peut-être de la lisibilité, on manque un peu d'égalité parce que beaucoup de nos dispositifs sont au regard du quotient familial et donc il faudrait poser un regard plus juste sur des familles qui ne s'occupent peut-être pas suffisamment de la question de leurs enfants, mais qui sont liés au foyer fiscal. Enfin, c'est un exercice plus large que je pointe volontairement : la question de la classe moyenne, la place des familles monoparentales dans la réalité de notre société aujourd'hui. Et puis les familles ne se résument plus à la famille nucléaire et on a beaucoup de mal à concevoir les familles recomposées aujourd'hui parce que fiscalement on ne sait pas l'écrire, mais la réalité elle est là. Et donc avec les nouvelles formes de composition familiale, comment on accompagne cette solidarité ?

Là, on a un énorme enjeu et je terminerai par peut-être ça aussi, ça peut faire sourire parce que je sais que, venu de la bouche de la Ministre en charge de la jeunesse, cela peut paraître peu orthodoxe d'une certaine manière de le dire comme ça, mais la place des grands-parents.

La solitude touche les anciens comme les plus jeunes

On a une famille nucléaire qui se resserre : mobilité, emploi, travail. Mais la question de la transmission et de la solidarité familiale, et je ne parle pas de solidarité financière, je parle de la place de la transmission, se pose de plus en plus, on parle beaucoup de la solitude des anciens, beaucoup. Mais je vous assure que ceux qui subissent encore plus fortement une solitude plus sourde, ce sont les plus jeunes parce que pour le coup, c'est plus dur de dire quand on a quatorze, quinze, seize ans, je suis seul, je n'ai pas de copains, je ne partage pas. D'où la place des structures associatives, des structures qui permettent de créer du collectif en dehors de l'ensemble de la sphère scolaire. Je suis désolée, j'ai été trop longue, mais c'est un sujet qui nous engage tous et donc je rejoins très largement les propos du Président sur les lieux de sens ; et les lieux de sens en fait, ils peuvent se construire à plusieurs niveaux et à plusieurs endroits.

François Miquet-Marty :

Merci infiniment pour ce beau témoignage. D'ailleurs je crois qu'Aéma groupe a réalisé beaucoup de choses sur l'intergénérationnel. Juste un mot sur votre livre avant que vous partiez : « *Envie de France* » qui parle de l'engagement et qui est l'une des illustrations de votre engagement tel que peuvent le connaître les jeunes sous des formes différentes. Merci infiniment, Madame la Ministre, d'avoir été présente avec nous, merci beaucoup.

Je me permets de me tourner vers vous maintenant Véronique Devise, je pense qu'on peut poursuivre cette exploration des solidarités. La question de l'intergénérationnel c'est vrai est intéressante puisqu'elle est une réponse manifestement qui parle, de la part des pouvoirs publics. Qui est une réponse qui peut être portée par des mutuelles. Et au fond, vous êtes aussi à la présidence du Secours Catholique dans une situation où vous voyez les détresses des uns et des autres, de toutes les générations. On en parlait avant de commencer à échanger aujourd'hui, alors vous avez peut-être compte tenu de vos fonctions et des missions du Secours Catholique, un regard encore plus cru. Et puis il y a le rapport que vous publiez chaque année sur la pauvreté, qui a décrit des situations fortes, on peut le montrer : « *A l'épreuve des crises* » et je crois qu'il y a une édition 2023 consacrée aux femmes notamment, et qui sortira à l'automne.

La pauvreté en France : les fractures se creusent

Donc quel regard portez-vous sur ces questions de génération ? Est-ce que vous dites aussi qu'il y a une pauvreté ou une détresse d'une partie de la jeunesse qui est de plus en plus prégnante ? et je repose cette question chère à Lénine, « que faire » en termes de solidarité ?

Véronique Devise :

Bonsoir à chacun, à chacune, merci de nous avoir invitées. Je suis très heureuse de venir évoquer avec vous la pauvreté en France. Madame la Ministre est positive, et bien sûr je peux le comprendre, alors moi j'aurais un regard un peu différent puisque le Secours Catholique en fait connaît davantage la pauvreté, donc un regard vraiment spécialisé sur la pauvreté. Ce que je voudrais dire, c'est tout d'abord que la pauvreté en France, c'est 14% de la population et 9 millions de personnes, donc c'est énorme. Alors c'est vrai qu'il y a des gens qui vont plus ou moins bien. Il y a des gens qui se débrouillent dans la multitude d'informations, ce que veut dire Madame la Ministre, mais il faut cette capacité à s'y retrouver dans tous ces réseaux, dans toutes ces informations et donc une partie de la population française en est exclue.

Et nous, ce que nous voyons au Secours Catholique, c'est que malheureusement, les fractures sociales se creusent. Donc dans ce rapport statistique « *A l'épreuve des crises* », qui est donc le rapport de 2022 qui porte sur l'année 2021 qui était l'année COVID encore, notre conclusion c'est que les plus pauvres sont encore plus pauvres. C'est-à-dire que le premier décile de la population est le seul décile qui s'est appauvri. Les neuf autres, en fait, ont continué de progresser au niveau des revenus, des ressources. Donc ça, il faut le savoir parce que ce n'est pas ordinaire, et ça veut dire que les plus pauvres aujourd'hui sont vraiment en détresse. Je vous donne quelques chiffres de notre rapport statistique peut-être pour resituer les choses. La pauvreté en France, c'est toutes les personnes qui ont moins de 60% de revenu médian, ça correspond donc à 1100€ par mois, ça correspond au 14% de la population dont je parlais précédemment. La très grande pauvreté c'est 750€ par mois, donc les personnes qui ont en dessous de 750€ par mois sont considérées comme très pauvres. Au Secours Catholique, nous avons accueilli en 2021 (donc dans le rapport 2022) à peu près 1 million de personnes et sur ce 1 million de personnes, la moyenne des revenus est à 548€.

La pauvreté est multiforme

Nous avons donc un regard un peu spécialisé sur la très grande pauvreté. Donc ça, c'est un premier point même si on reçoit aussi des travailleurs pauvres ou des bas salaires qui sont aujourd'hui impactés par l'inflation. Pendant le COVID l'État a, c'est vrai, donné des aides ponctuelles qui ont permis à certaines familles de s'en sortir. Mais on a eu des nouveaux pauvres qui sont arrivés, notamment les gens qui étaient indépendants, les gens qui avaient des petits salaires, qui ne s'en sortaient plus. Sur le 1 million de personnes reçues, près de la moitié sont issues de la migration. Je vous le dis parce que c'est un vrai problème; il y a dans cette moitié un tiers de personnes qui sont régularisées, mais qui sont en difficulté parce que justement elles ne connaissent pas les circuits, l'information etc... pour pouvoir se débrouiller seules, donc on accompagne ce tiers là. Et donc aussi 1/3 en cours de régularisation et 1/3 non régularisées. Donc souvent déboutées, donc des gens qui restent en France et qui malheureusement n'ont absolument rien pour vivre, ça c'est la première partie. Ensuite on a à peu près un 1/4 de familles monoparentales, ce qu'a dit Madame la Ministre aussi, donc des familles particulièrement touchées par la pauvreté. Elles représentent 3 fois plus de personnes en familles monoparentales que dans la société française. C'est un premier point et ensuite, c'est aussi 1/4 de familles avec des enfants.

« SUR LE MILLION DE PERSONNES PAUVRES EN FRANCE, LA MOITIÉ SONT DES ENFANTS, DONC LA PAUVRETÉ TOUCHE DES ENFANTS ET BIEN SÛR DES JEUNES. »

Je fais un peu l'état de la pauvreté en France. Un dernier chiffre avant d'en arrêter, nous avons fait un focus sur les budgets des ménages reçus au Secours Catholique. En 2021, nous avions une partie des personnes qu'on accueillait, qui n'avaient que 5€ par jour et par personne pour vivre une fois qu'elles avaient payé toutes leurs charges contraintes. Lorsque je parle de charges contraintes, c'est bien sûr le loyer, l'électricité, l'eau, l'abonnement téléphonique, internet, etc.

La pauvreté, conséquence de plusieurs fractures

Pour que vous le sachiez, le Secours Catholique, c'est 60 000 bénévoles. Ce sont des bénévoles qui sont souvent proches du terrain et qui vont aider, accompagner les personnes. Le Secours Catholique, c'est catholique, mais c'est universel, c'est ce que cela signifie catholique dans notre association. En fait, nous répondons à toutes les personnes, quelle que soit leur religion, quel que soit l'endroit d'où elles viennent, leur culture, et cetera. Nous répondons à toutes les demandes matérielles et morales, il faut le savoir, c'est un accueil universel. Nous favorisons la rencontre fraternelle avec les personnes puisqu'en fait la pauvreté, on le sait depuis des années, isole. L'isolement des plus pauvres est dramatique parce que quand on n'a pas de quoi se nourrir, se loger ou se chauffer, on ne peut pas recevoir. Par conséquent, on n'accepte plus d'invitations, on s'isole, on manque de réseau et on finit par s'exclure complètement.

Je vais revenir sur les fractures. Il y a des fractures dans notre société, mais je vais vous donner un petit exemple, peut-être pour que vous compreniez. Je pense à une dame qui est accompagnée par le Secours Catholique et qui s'appelle Marie-Claire. Elle habite en campagne, elle est à 20 km d'une grande ville. Elle paye son abonnement Internet, elle a un téléphone, elle n'a pas d'ordinateur et elle a un problème avec la Sécurité Sociale. Elle a travaillé, elle est en maladie, assez longue maladie et donc elle n'a plus de droits ouverts à la Sécurité Sociale. Elle essaie d'avoir un rendez-vous pour régler ses problèmes et pas moyen d'en avoir un sur son téléphone. De fait, elle se dit : « je vais mettre de l'essence dans ma voiture, je n'en ai pas, mais je vais me priver pour mettre 20€ d'essence ». Elle met ses 20€ d'essence dans sa voiture et elle s'en va à la Sécurité Sociale. Elle arrive devant la porte de la Sécurité Sociale et c'est indiqué : « Veuillez prendre un rendez-vous sur Internet. Nous ne recevons personne au guichet ». Elle se retrouve devant la porte, elle a mis ses 20€ et elle doit repartir chez elle en étant toujours sans droits. Voilà une situation où il y a une fracture territoriale. Cette personne vit en milieu rural et c'est très compliqué. Elle nous le dit elle-même, elle ne peut même plus aller chercher l'aide alimentaire dans les associations distributrices puisqu'elle ne peut plus mettre d'essence. Sur l'accès aux droits, c'est 30% de non-recours aux droits.

Un manque de fraternité flagrant

Il existe une expérimentation en cours : territoire 0 non-recours, tant mieux, c'est bien parce qu'il faut avancer sur ce sujet-là. Mais comment faire pour verser des droits quand on n'est pas outillé au niveau numérique ? Donc cette fracture numérique, ça devient un vrai problème aussi. Marie-Claire, pour vous rassurer, elle est accompagnée par le Secours Catholique et nous avons fait en sorte qu'elle puisse rouvrir ses droits. Mais combien de personnes qui se retrouvent isolées en ville et qui ne sont pas accompagnées vers leurs droits, cela représente-t-il ?

François Miquet-Marty :

Merci beaucoup parce que le chiffre de 5€ qu'on retrouve beaucoup dans votre rapport, est très frappant. 5€ qui restent pour vivre une fois les dépenses contraintes honorées, c'est très frappant. Et comment le Secours Catholique, qui n'est pas dispensateur de ressources financières, met-il en œuvre des actions, engage, associe, met en mouvement d'une certaine manière ? Alors comment faire, notamment avec des jeunes ? Comment faire pour associer des personnes, et notamment des jeunes, pour les engager pour agir et peut-être des bénévoles qui pourraient agir aussi pour les jeunes ? Comment mettre en mouvement dans une société où, malgré tout, une partie des gens se disent qu'au fond il est plus simple de rester chez soi et de ne pas faire grand-chose plutôt que d'entrer en action au service des autres ? Encore une fois, au-delà des politiques publiques de soutien financier qui peuvent être réalisées.

Véronique Devise :

Alors je vais être un peu plus large que les jeunes, j'y reviendrai. Au Secours Catholique, on se rend bien compte que dans notre société, parfois il manque un peu de fraternité et donc on est sur la rencontre fraternelle. C'est cela qui remet debout d'abord, d'être considéré comme un homme, comme une femme et non pas comme un numéro ou quelqu'un qui n'a que des difficultés. Cette rencontre permet de rentrer en relation avec les personnes, de leur redonner confiance parce que bien souvent ces personnes sont dans un processus, dans un cercle vicieux qui en fait les exclut.

Sortir de la pauvreté est un processus parfois complexe, qui demande un accompagnement sur du long terme

Quand nous retournons vers eux, vers elles, dans cette rencontre, la personne se dit « je veux encore quelque chose pour quelqu'un ». La Ministre a parlé du regard que l'on porte sur la personne. Si on porte un regard accusateur, de jugement, la personne ne reviendra pas. En conséquence, ce regard fraternel que l'on porte sur la personne va la remettre un peu debout. A partir du moment où on va l'aider, alors si c'est une aide financière, on l'aidera financièrement, si c'est une aide quelconque, peu importe, on va l'aider. Toutefois, le but de la manœuvre, ce n'est pas uniquement de l'aider parce que nous savons depuis des années qu'une aide financière, cela ne résout rien. La personne reviendra le mois prochain ou l'année qui suit, parce qu'elle n'arrivera pas à se sortir seule de sa situation, la pauvreté étant trop ancrée. L'idée est d'accompagner sur du long terme les personnes pour les remettre debout et on y arrive : parfois il faut des années car cela est tellement ancré sur plusieurs générations...

En effet, aujourd'hui le RMI, le RSA, cela date des années 80, c'est plusieurs générations. Quand nous arrivons à remettre ces personnes debout, elles nous disent qu'elles veulent rendre ce qu'elles ont reçu au Secours Catholique. Comment elles rendent ? Elles ont envie, elles aussi, d'apporter leur pierre dans le bénévolat. Et donc dans l'engagement. Bien souvent, on leur donne des responsabilités. Parfois, ce sont de toutes petites responsabilités. J'ai vu une personne à qui on a demandé de faire le café. On ne lui avait jamais rien demandé et de lui confier la tâche de la machine à café et de distribuer le café, c'était extraordinaire. Je pense à une autre personne à qui on avait confié une clé. Il fallait qu'on confie la clé d'un local pour X raison, c'est extraordinaire pour cette femme de lui dire « est-ce que tu veux bien donner la clé demain matin ». C'est un premier pas. Et puis un 2^{ème}, un 3^{ème} et donc les personnes s'engagent dans le bénévolat. Nous avons vu des personnes se remettre debout et retrouver un travail. Le processus, c'est cela tout de même, c'est que chacun puisse retrouver l'autonomie pour se débrouiller au sein de la société.

La responsabilité et la confiance, un premier pas pour sortir de l'isolement et de la pauvreté

En outre, on se dit, on peut donner des responsabilités aux personnes et on peut aussi leur demander de prendre des décisions pour notre association. Je vous donnerai un autre exemple d'une personne qui s'appelle Francine, qui a été aidée quand elle était toute petite. Aujourd'hui, elle a 76 ans, cela fait donc longtemps. Elle a été aidée étant enfant. Elle venait d'une famille de 6-7 enfants dans la très grande pauvreté à tous les niveaux. Francine, elle a eu la chance d'être accompagnée par des religieuses, par le Secours Catholique. Elle s'est débrouillée, elle a eu un an ou deux ans d'école. Cela fait très peu d'école, mais elle arrive quand même à lire, à écrire à moitié, cela va à peu près. Elle se marie et fait sa vie. Et puis elle se dit « j'ai été aidée par le Secours Catholique quand j'étais jeune, j'ai envie de rendre. J'ai envie d'aller moi aussi, faire du bénévolat ». Elle retape à la porte du Secours Catholique et donc, elle aide, elle prend des responsabilités. A un moment donné, le Secours Catholique l'appelle à devenir vice-présidente d'une délégation. Elle est un peu déstabilisée parce qu'elle se demande pourquoi elle ? Elle se dit qu'elle ne va jamais savoir faire cela. Elle ne comprend pas trop en fait pourquoi on l'appelle. Mais son

mari la convainc d'accepter, donc elle prend le risque et elle arrive à la vice-présidence de la délégation. Il lui a fallu quelques années pour comprendre pourquoi elle était là. Elle ne comprenait pas pourquoi elle était là. A plusieurs reprises, nous avons dû lui dire, Francine, tu es là parce que tu es experte en pauvreté, tu l'as vécue, tu sais de quoi tu parles et tu accompagnes beaucoup de familles. Elle a fini par le comprendre et elle a fini au Conseil d'administration nationale du Secours Catholique. Si je vous dis ça, c'est pour vous dire que depuis des années, le Secours Catholique accompagne aussi à la prise de décision.

Nous pensons sincèrement que c'est la parole des personnes qui ont l'expertise, qui peuvent changer et transformer notre association et transformer la société. C'est pour cela que lorsque nous allons dans les ministères, nous donnons la parole à des témoins directs de la pauvreté. La dernière fois, je suis allée présenter le rapport de 2022 sur la pauvreté au ministre des Solidarités, Jean-Christophe Combe dans son ministère, avec trois personnes qui vivent la pauvreté, on a commencé par leur donner la parole.

Changer le regard sur la pauvreté pour créer des liens de solidarité

« VIVRE DANS LA PAUVRETÉ, CE N'EST PAS UN CHOIX. »

Les gens ne choisissent pas d'être au RSA, personne n'a envie de vivre au RSA. Pour changer le regard que l'on porte sur les plus pauvres, c'est par le témoignage que cela passe. De plus, elles ont des choses à nous dire et elles ont un œil d'expert sur la pauvreté et donc c'est comme ça qu'on pourra bouger les lignes. On a essayé plein de choses, depuis des années, mais je pense que c'est avec elles et à partir de leur témoignage qu'on pourra essayer d'autres choses pour éradiquer la pauvreté. La France s'est engagée à éradiquer l'extrême pauvreté dans les objectifs de développement durable à l'ONU en 2030. Pour sortir de l'extrême pauvreté, c'est a minima 750€ par mois et par personne, on n'y est pas tout à fait, cela nécessiterait d'augmenter de 40% le RSA. Donc voilà la réalité.

« NOUS SAVONS QU'IL FAUT FAIRE AVEC LES PLUS PAUVRES ET À PARTIR D'EUX POUR POUVOIR CHANGER LES CHOSES »

Nous voyons bien que cela transforme notre association et cela peut transformer une société si on décide de faire autrement.

Concernant les jeunes, je n'ai pas oublié la question sur les jeunes. Alors sur le rapport statistique sur la pauvreté, je crois que c'est 6 ou 7%, ce sont des jeunes qui viennent demander de l'aide au Secours Catholique. Nous sommes engagés dans différents endroits en France, il y a au Havre où nous avons une épicerie sociale solidaire pour des étudiants, 350 étudiants y viennent. A Orléans, c'est 800 étudiants qui viennent chercher de l'aide alimentaire dans une épicerie sociale. Énormément de jeunes sont en difficulté aujourd'hui encore. Alors bien sûr, ils peuvent trouver des petits jobs, mais cela ne suffit plus pour payer le quotidien parce qu'il y a l'inflation, etc. Je vous parlerai aussi de Strasbourg, ils ont démarré en 2021-2022 avec 83 étudiants qui sont venus demander de l'aide. En 2022 et 2023, nous sommes déjà à 130 étudiants avec des aides financières, de l'épicerie solidaire, des lieux de rencontre parce qu'effectivement, les jeunes sans ressources s'isolent, c'est le même problème.

La lutte contre la pauvreté, un véritable choix politique

On ne peut pas aller au cinéma avec les autres, on ne peut pas faire une sortie donc on reste chez soi et on finit par s'isoler. Qui sont ces jeunes ? Ces jeunes, il peut y avoir des jeunes de la protection de l'enfance, des jeunes qui sont en rupture familiale. Il y a des jeunes aussi qui ont des particularités, qui font qu'à un moment donné, ils sont rejetés par leur famille. Particularité sexuelle ou autre qui font que les jeunes sont en rupture familiale, soit un rejet, soit une rupture familiale. Nous retrouvons ces jeunes-là dans nos permanences, dans les campus en général et après il y a une partie non négligeable de jeunes issus de l'étranger. Ils sont chez nous, parce qu'ils ne trouvent pas de travail et de fait, ils n'ont pas les moyens de subvenir à leurs besoins. Et pourtant ce sont des jeunes, je l'ai entendu à Strasbourg la semaine dernière par des bénévoles, qui sont pleins d'avenir avec une intelligence supérieure. Ils viennent en France pour faire des études parce que dans leur pays ils ne peuvent pas, mais ils sont dans une misère noire pour certains.

Nous aidons, nous essayons de les aider dans cette pauvreté et on voit qu'en fait, quand on aide les jeunes, ils s'engagent. Et il y a une générosité chez les jeunes qui est limpide. Nous avons vu cela à Strasbourg, c'était très clair. Je vous en parle parce que j'y suis allée et j'ai vraiment rencontré les bénévoles. Ils disent qu'il y avait 20 jeunes qui se sont engagés dans les maraudes pour les personnes à la rue, par exemple, sur la centaine de jeunes bénéficiaires du Secours Catholique. Vous voyez, naturellement ils reviennent en disant, « nous sommes aidés, mais on a envie de participer à un monde plus fraternel ». C'est porteur d'espoir. Mais il faut leur tendre la main. Je pense que ce n'est pas aussi simple que ce qu'on veut bien dire. Quand on est vraiment dans la pauvreté, c'est difficile. On a besoin d'être accompagné parfois sur du long terme et je pense qu'en France, on ne met pas assez de moyens dans l'accompagnement parce que c'est un coût. Mais il faut choisir si on veut vraiment sortir les gens de la pauvreté, il faut choisir de mettre toutes ses forces là où on pense qu'on a toutes les chances de sortir les personnes de la pauvreté.



ÉCHANGES : APPROFONDISSEMENTS ET PERSPECTIVES

*La solidarité mise à mal
par le manque de moyens
et de personnel ?*

Pascal Michard :

Alors ce n'est pas une question, c'est plutôt un témoignage avec deux ou trois considérations. D'abord, merci Madame la Présidente pour vos propos. Vous avez parlé à l'instant de la main tendue, je veux simplement rappeler ici que d'après Léon Bourgeois, la solidarité, c'est la politique de la main tendue et nous revendiquons la solidarité comme le fondement de notre existence, notre raison d'être. Il y a une structure qui travaille avec le groupe, chez la Macif, et qui assure la prestation Macif Solidarité Coups Durs, mais qui aussi développe un autre projet qui est priorité à la personne et dont les travaux, les études, valident en tous points ce que vous avez dit. Et aussi le fait que des aides existent d'un côté, des publics n'y ont pas accès de l'autre côté et en fait tout le projet, ce projet que je nomme priorité à la personne, c'est de réaliser les connexions. Alors évidemment il n'y a pas l'aspect long terme que vous avez décrit et qui est aussi utile et nécessaire mais au moins il y a ces connexions. Nous avons des acteurs aussi qui s'en emparent et je pense que ça mérite d'être réfléchi de notre côté. Vous avez évoqué aussi les mésaventures de Marie-Claire avec la Sécurité Sociale. C'est une réalité, ça aussi. Nous avons des organismes qui ne sont pas au rendez-vous de leurs missions. Mais les personnes qui travaillent dans ces organismes, on leur dit de ne pas passer trop de temps, de ne pas perdre leur temps, qu'il faut vite reprendre une autre communication. Par conséquent, il y a aussi une perte de sens. Je vais faire une petite parenthèse mais quand on nous raconte que demain la grande Sécurité Sociale peut absorber toutes les solidarités du monde, vous avez compris qu'au mieux c'est de l'incompétence au pire un mensonge.

Véronique Devise :

Je vous remercie, Monsieur le Président, de vos propos qui rejoignent effectivement tout ce qu'on vient de se dire à l'instant.

L'isolement, première conséquence de la pauvreté

Pour être encore un peu plus précise, nous avons parlé de ces 15% des personnes les plus pauvres qui s'excluent et en fait ce qu'on constate aujourd'hui, c'est qu'ils ne viennent plus dans les services. Nous pourrions parler de France Services, c'est vrai. Il y a eu des maisons développées et certainement le gouvernement s'en réjouit, et tant mieux. Seulement, le problème c'est que les maisons France Services, elles sont à peu près à 15, 20 ou 25 km à la ronde. Cependant, ces 25 km lorsqu'on n'a pas d'essence, de véhicules ou qu'il n'y a pas de bus, on fait comment ? Là encore, on accentue les fractures sociales. Nous l'avons déjà abordé avec le COVID-19, le premier décile, et la pauvreté s'est aggravée. Ces systèmes-là font que cela s'aggrave encore. En réponse, au Secours Catholique, on a créé ce qu'on appelle les Fraternibus. Nous n'attendons plus que les personnes viennent à nos petites permanences, mais on prend un bus et on fait le tour de plusieurs villages pour créer de la convivialité et permettre aux personnes complètement exclues, isolées de pouvoir venir jusqu'à ce bus avec un ordinateur, avec de la convivialité, des aides, etc. pour recréer du lien.

« L'OBJECTIF EST TOUJOURS DE RECRÉER DES CONNEXIONS. »

Et c'est ça, en fait, qui manque aujourd'hui dans notre société, c'est la fraternité avec les plus pauvres. Et pour donner un autre exemple, je pense à une famille avec deux petits enfants. La famille ne voulait plus aller à la Protection Maternelle Infantile (PMI), la maman ne voulait plus aller à la PMI parce qu'on était sans arrêt en train de lui dire ce que vous faites là ce n'est pas bien, cela ne va pas, etc. Donc elle venait nous voir parce qu'on avait une Maison des Familles, parce qu'elle n'y était pas jugée. Elle se disait certes mon enfant n'est pas très propre, mais on ne commence pas par me dire que ce n'est pas comme cela qu'il faut faire. Ce sont toutes ces fractures qui font qu'on peut perdre ces personnes-là. Nous, nous essayons de remettre ce lien social. Par exemple si on est sur la question des jeunes, on a été sollicité, par exemple à Mulhouse.

Les jeunes, des cibles à privilégier dans la lutte contre la pauvreté

C'est une ville qui est plus pauvre que Strasbourg et ils veulent absolument qu'on installe une permanence dans le campus universitaire parce qu'on sait qu'il y a énormément d'étudiants qui ont besoin d'aide. C'est un projet qu'il faudrait démarrer en septembre et qu'il faudrait consolider. Dans cet exemple, c'est vraiment en direction des jeunes, c'est pour les études des jeunes, pour leur permettre vraiment de pouvoir poursuivre simplement leurs études dignement. Aujourd'hui, ils n'ont pas forcément les bourses et même les boursiers ils s'en sortent plus ou moins bien.

Question de l'auditoire :

Merci beaucoup, Madame la Présidente, pour vos témoignages éclairants. Quand vous nous décrivez votre action, on a l'impression d'être vraiment revenu dans un monde physique. Alors que finalement, quand on voit les jeunes, ils sont dans un monde digital. De ce fait, la question que j'avais c'est que vous décrivez effectivement le digital comme peut être un obstacle au lien social, mais est-ce que le digital n'est pas aussi une façon de réinventer le lien social ?

François Miquet-Marty :

Peut-être que nous pouvons grouper les questions.

Question de l'auditoire :

Madame la Présidente, j'avais deux questions. Sur l'idée qui n'avance pas beaucoup sur le calcul systématique des droits, de l'accès aux droits. Vous avez dit une chose, qui est assez juste sur le fait que l'aide financière ne suffit pas à faire avancer notamment les jeunes. Mais je pense que si effectivement ce projet aboutissait, ça permettrait tout de même d'apporter un plus, notamment aux jeunes, sur les droits qui existent, les multiples organismes sociaux qui existent et auxquels les gens n'ont pas accès.



Coopération et proximité, des solutions pour mieux lutter contre la pauvreté ?

Et deuxième chose, il y a un projet que vous portez aussi sur le pacte de pouvoir vivre. Est-ce que ce n'est pas quand même l'idée intéressante qui permet de décentraliser, de déconcentrer la prise en charge au niveau des territoires et qui permet effectivement d'associer aussi bien le mouvement associatif, la société civile, pour l'accompagnement avec beaucoup plus de proximité au niveau des territoires ?

Question de l'auditoire :

Cela recoupe un peu la question précédente. Avec le Secours Catholique, on se connaît bien parce que je suis à la présidence de la Fondation Macif et c'est vrai qu'on a des projets en commun sur plusieurs territoires. Une des difficultés que l'on rencontre qui peut être porteuse d'espoir derrière, c'est comment on travaille aussi en coopération sur les territoires, sur les publics les plus fragiles. Alors, il y a la question des jeunes, il y a la question de l'intergénérationnel. Il y a aussi les personnes âgées, les familles monoparentales qui s'isolent également. Enfin, je partage tout à fait les constats. Je pense qu'il y a quand même un gros travail qui est à porter encore et c'est ça qui est terrible. Les jeux d'acteurs ont bougé aussi sur les territoires et les logiques ne sont plus tout à fait les mêmes et avec un contexte qui accélère la pauvreté. Elle s'accroît notamment pour une certaine partie de la population. Il y a peut-être à travailler aussi ces questions de coopération entre les collectivités territoriales, les structures qui sont là aussi sur les territoires, parce qu'il y a un certain nombre de structures associatives qui font du travail merveilleux. En revanche, cela manque peut-être un peu de pilotage, d'avoir une politique ou des politiques un peu claires, un peu partagées. Et puis il y a la question aussi du financement, c'est-à-dire du soutien financier aussi de ces structures qui font des choses parce qu'il faut du temps. Il faut aussi savoir inscrire des politiques sur du long terme. Mais cela demande du courage de la part de tout le monde et de maintenir des coopérations qui puissent s'adapter, et puis faire en sorte qu'il y ait des solutions qui soient apportées aux plus fragiles.

La nécessité d'avoir un fédérateur de coordination

Cela est d'autant plus important que lorsqu'on travaille sur la question des solutions pour les plus fragiles, ça bénéficie à l'ensemble de la population puisque cela peut concerner la question de la mobilité, la question de l'habitat, la question de l'accès à l'alimentation, etc. Je pense qu'avoir des politiques territoriales un peu plus fortes, un peu plus soutenues ou plus valorisées, facilitant la coopération fait partie des solutions porteuses d'espoir.

Véronique Devise :

Merci pour vos questions et je vais rebondir sur ce que vous dites Madame, sur donc la question du territoire. Effectivement, éradiquer la pauvreté on ne pourra pas le faire seul. Ce n'est qu'ensemble, qu'on pourra réussir à faire reculer cette pauvreté parce qu'elle est multidimensionnelle. Et vous l'avez bien compris, c'est le premier point. La deuxième chose, c'est qu'en effet, c'est un peu de la dentelle en fonction des pauvretés, suivant l'endroit, etc. elles sont différentes. Il va falloir composer avec les associations sur

place, mais aussi avec les institutions, le Conseil Départemental ou pas. Mais c'est ensemble qu'on va y arriver. Alors je ne connais pas tous les territoires, mais parfois il y a un manque de coordination. Chacun oeuvre un peu dans son coin. Le Secours Catholique est parfois fédérateur, mais il peut y avoir d'autres personnes qui soient fédératrices de cette coordination pour permettre vraiment d'aider les plus fragiles. Et donc ça c'est tout à fait juste. On l'a vu par exemple sur autre chose : les territoires zéro chômeurs de longue durée où en fait là on est sur l'emploi. On voit bien que si on fédère un territoire, on arrive à créer de l'emploi et à faire reculer le chômage et la pauvreté. Et puis finalement, c'est tout un territoire qui est redynamisé à travers le territoire zéro chômeurs de longue durée. Cela va tout à fait avec ce que vous dites et nous en sommes également convaincus. Vous avez parlé, Monsieur de l'accès aux droits. C'est important de le préciser, mais vous le savez certainement, les 18-25 ans n'ont pas accès au RSA ou très peu.

Les jeunes, victimes d'un manque de protection sociale

Par conséquent, il y a un trou dans la protection sociale en France, puisque quasiment tout le monde peut avoir à peu près un revenu en France, hormis les 18-25 ans. Et les Contrats Engagement Jeune existent, mais cela ne concerne qu'une petite partie des jeunes. Cela signifie qu'aujourd'hui on hypothèque l'avenir de ces jeunes. On avait interviewé l'an dernier un spécialiste de cette question-là qui disait qu'en fait les 18-25 ans, c'est la dernière chance des jeunes de pouvoir sortir de la pauvreté. Si nous n'arrivons pas à les sortir de la pauvreté avant les 25 ans, ce sera excessivement difficile de les sortir après, parce qu'il y a des carences de formation, d'illettrisme, de les faire rentrer dans un cadre professionnel. Enfin, si on ne l'a pas fait avant 25 ans, c'est excessivement difficile. La France a fait le choix de dire entre 18 et 25 ans, les jeunes sont censés se débrouiller. On est encore dans une vue avec la famille nucléaire où tout va bien. Aujourd'hui, c'est plus la famille, ce sont les familles : les familles recomposées, les familles monoparentales, les familles en ruptures, les familles où les jeunes n'ont plus leur place. La réalité, c'est celle-là et qu'est-ce qu'on fait quand un jeune est en rupture ? Il est censé

se débrouiller, mais il ne peut pas se débrouiller seul et donc, on a en fait des jeunes qui cumulent les difficultés. Cet accès aux droits est bien sûr excessivement compliqué pour les jeunes. Nous militons pour que les jeunes sans ressources puissent avoir accès à un minimum financier qui leur permette de vivre dignement et au moins de suivre une formation pour pouvoir s'en sortir et avoir un bagage suffisant. C'est la réalité française aujourd'hui.

Et je terminerai par le digital, le numérique, bien sûr que c'est une avancée, c'est extraordinaire. Et c'est d'abord une belle avancée et ça, on en est tous conscients. La seule chose enfin, si on revient toujours sur les 15% les plus pauvres, soit ils n'ont pas d'outil informatique, ils ont leur téléphone, smartphone mais cela a vraiment sa limite, soit on n'arrive pas à payer l'abonnement internet parce que cela a un coût et dans ce cas, on privilégie les jeunes. Personnellement, j'ai vu des familles qui privilégiaient la jeune fille qui avait 18 ans, il lui fallait un portable donc c'est elle qui avait le forfait Internet et les parents étaient complètement démunis. Ils ne savaient absolument pas se débrouiller avec Internet.

La fracture numérique peut être amplifiée par la pauvreté, et inversement

Souvent, ils venaient au Secours Catholique pour aller voir les notes des enfants. Aujourd'hui, c'est sur internet, de fait, ils n'avaient pas accès aux notes. C'est le Secours Catholique qui imprimait le bulletin des enfants, sans quoi, les parents ne savaient même pas le résultat des enfants. C'est une superbe avancée, mais c'est dramatique pour les plus pauvres mais pas seulement. En effet, il y a un autre phénomène dont on ne parle pas beaucoup : l'illettrisme. Il y a plusieurs types d'illettrisme : des gens qui n'ont pas appris à écrire, qui n'ont jamais su et il y a ceux qui sont ouvriers, qui travaillent mais qui ont perdu la lecture parce qu'ils ne lisent plus. Ces gens se repèrent à des signes, à des tableaux, etc. Par conséquent dès qu'on change un tableau dans l'entreprise, ils sont complètement perdus. Ils peuvent être complètement perdus avec l'informatique, mais parfois même avec les textos. Et donc on est aussi là en train de créer d'autres ruptures et il faut alerter là-dessus. Bien sûr que le numérique, c'est extraordinaire. Ça nous ouvre un champ très large, et à côté de ça, il y a ceux qui sont déjà à la marge et qui le sont un peu plus. En fait, cette fracture numérique, c'est un vaste champ d'investigation puisque c'est à plusieurs niveaux.

François Miquet-Marty :

Merci beaucoup, peut-être que nous pouvons prendre une dernière petite question ?

Question de l'auditoire :

Merci beaucoup Madame Devise, je rebondis sur cette fracture numérique, sur les naufragés du Net, les victimes de l'administration. C'est vrai qu'on a beaucoup de cas aujourd'hui de personnes qui n'arrivent pas à s'en sortir au niveau des nouveaux outils. Votre programme sur les Fraternibus, c'est quelque chose d'épatant. Au niveau des Restos du Cœur après 20 ans de maraudes et 30 ans de Restos, on a effectivement beaucoup de bénéficiaires qui nous disent être passés à côté de choses essentielles qui les auraient fait rester dans un logement, etc... à partir du moment où ils n'ont pas pu remplir un code, ou n'ont pas eu l'outil nécessaire.

Lutter contre le non-recours, un élément fondamental pour diminuer la pauvreté

C'est vrai que par rapport à une certaine approche qu'on peut avoir à Aéma et Pascal Michard en a parlé, c'est simplicité, proximité, prévenance. Je pense qu'on est exactement dans le sujet. C'est vraiment des bénéficiaires qu'on a vu arriver ces dernières années, qu'on n'avait pas avant et qui auraient pu éviter leur situation uniquement avec quelques clics, s'ils avaient eu la connaissance ou le bon outil.

Véronique Devise :

Tout à fait Monsieur, vous avez raison et ça rejoint ce qu'on disait tout à l'heure sur le non-recours. Ce dernier est en partie lié à cette fracture numérique. Il faut que collectivement on prenne cela à bras le corps pour changer les choses.

François Miquet-Marty :

C'est d'ailleurs ce que montre votre rapport : le cumul des fractures géographiques, territoriales, sociales, digitales. Et quand on cumule toutes ces fractures, on est dans une situation assez difficile. Je ne sais pas si vous voulez dire un mot de la fin peut être.

Véronique Devise :

Je trouvais que la réflexion que vous avez eue sur le territoire est très intéressante puisque c'est d'abord dans les territoires qu'on arrivera à faire changer les choses pour ensuite le faire au niveau national. Il faut expérimenter des choses, avoir des solidarités qui emmènent tout le monde. Nous disons également, quand une loi est faite, il faut la mesurer à l'aune des 10% les plus fragiles et il faut voir si cela a un effet ou pas, si cela n'a pas d'effet, c'est qu'il faut y réfléchir. Nous disons que si nous n'oublions pas les 10% les plus fragiles, on n'oubliera personne. Si on ne fait qu'avec ceux qui savent s'en sortir à peu près dans la vie, on est sûr que les 10% ne s'en sortiront pas.

OUVERTURES À L'ISSUE DES ÉCHANGES

*Que peuvent révéler les émeutes
de ce début de mois de juillet
concernant la jeunesse ?*

Depuis plusieurs jours, la France et particulièrement ses grandes métropoles ainsi que leurs banlieues, s'embrasent depuis la mort de Nahel Merzouk tué par un policier en service. Depuis cet événement dramatique, des émeutes urbaines ont éclaté un peu partout en France, notamment dans les banlieues de la région parisienne, mais également dans le centre-ville de Lyon ou de Marseille. Si ces émeutes pouvaient avoir un aspect politique, de revendication face à la mort de Nahel, les jeunes impliqués dans ces émeutes ont aussi assailli des immeubles de services publics tels que les écoles, les crèches, les mairies ou encore les transports publics. D'autres ont également pillé ou dégradé des boutiques ou s'en sont pris directement à des représentants de l'Etat et à leur famille. Alors, ces tensions, ces émeutes et ces pillages sont-ils révélateurs d'une jeunesse violente ? Qu'est-ce que ces événements révèlent sur la jeunesse actuelle ? Est-elle si précaire qu'elle en vient à devoir piller des commerces pour survivre ? En effet, les émeutiers ont un profil de plus en plus jeune, parfois à peine entrés dans l'adolescence, ayant 12 ou 13 ans, galvanisés parfois par l'effet de groupe, les réseaux sociaux, la colère ainsi que la précarité qu'ils côtoient pour certains au quotidien.

Dans ce contexte où une partie de la jeunesse française et urbaine s'est enflammée, allant jusqu'à la confrontation avec les forces de l'ordre dans certains cas particuliers, il est essentiel de prendre du recul et de pouvoir analyser la situation de manière plus générale. Effectivement, si l'élément déclencheur de ces émeutes est bien la mort de Nahel Merzouk, les causes de ces tensions et de ces comportements peuvent être bien plus larges et plus complexes à identifier, et de fait à résoudre. En outre, ramener le calme est une priorité en terme sécuritaire, mais également pour pouvoir remettre en place aussi rapidement et bien que possible les nombreux bâtiments et matériels privés et du service public ayant été endommagés durant ces nuits d'émeute.

Une jeunesse plurielle, parfois délaissée de la protection sociale

Toutefois, il est fondamental de pouvoir identifier les causes sous-jacentes à ces émeutes pour pouvoir tenter de lutter contre ces conflictualités, en amenant des solutions à certaines problématiques, comme la lutte contre la pauvreté, le manque de services publics, le manque de moyens dans l'éducation, etc. Cela est d'autant plus important que la jeunesse est plurielle et complexe, il y a par conséquent autant de solutions applicables que de profils de jeunes. De la même façon, la pauvreté et la précarité peuvent se développer sous de très nombreuses formes, n'impactant ainsi pas de la même façon les personnes concernées. Ainsi, il est fondamental, sinon nécessaire de prendre en compte toutes les tranches de la population, et notamment les plus pauvres lorsqu'une politique sociale est mise en place, sans quoi il est certain qu'une partie de la population sera forcément mise sur le côté.

Lors de cette Rencontre Aéma Groupe, aux échanges riches et fertiles, une réflexion a été menée sur le sujet et certaines propositions de solutions ou du moins d'optimisation ont d'ores et déjà été proposées. Ainsi, la coordination des acteurs devrait être renforcée, elle permettrait de mieux lutter contre l'accumulation des fractures (sociales, économiques, numériques, etc.) qui touchent particulièrement fortement les personnes en situation de pauvreté ou de précarité. Ensuite, il faudrait renforcer la protection sociale des jeunes, notamment les 18-25 ans qui n'ont souvent pas accès aux minima sociaux, démontrant une vision décorrélée de la réalité en supposant que le modèle de la famille nucléaire, soudée, solidaire et ayant les moyens de financer cette partie de la vie, est le modèle non seulement majoritaire mais également unique. Or, ce n'est plus forcément le cas, cela est d'autant plus dangereux pour la société que les jeunes, de plus en plus fragiles dans cette période de leur vie, sont l'avenir de la société. S'ils n'arrivent pas à sortir de la pauvreté durant ces années, les en sortir par la suite sera bien plus complexe et compliqué.

La solidarité et l'absence de jugement, des valeurs essentiellles pour changer la situation des personnes fragiles en France

Enfin, et c'est sans aucun doute l'un des points charnières de ces propositions de solutions émergentes de la Rencontre, nous devons changer notre point de vue concernant la pauvreté mais également sur les personnes en difficulté de manière générale. Il faut créer plus de liens avec ces personnes, c'est le premier pas vers la prise en charge de leurs problèmes et de fait vers la sortie de leurs situations difficiles. L'isolement est l'une des premières conséquences de la pauvreté, impliquant par la suite un manque de confiance en soi, un manque de bons outils pour s'en sortir, etc. L'entraide, la solidarité et la fraternité mais également l'absence de jugement sont les valeurs qui permettent aux personnes en difficulté de se sentir en confiance pour aborder leurs difficultés, pour demander de l'aide et ainsi trouver un accompagnement sur le long terme permettant progressivement de sortir des difficultés auxquelles elles sont confrontées. Elles peuvent ainsi retrouver l'autonomie, une situation économique viable, ou sortir de la fracture numérique par exemple. Par conséquent, la solidarité et l'absence de jugement sont extrêmement importantes pour lutter contre la pauvreté et ses effets, en permettant un accompagnement de bonne qualité, parfois sur du long terme pour diminuer le taux de pauvreté en France, ainsi que ses effets.



05

LES INTERVENANTES



À propos de Sarah El Haïry

Sarah El Haïry, née le 16 mars 1989 à Romorantin-Lanthenay, est une femme politique française.

Membre du Mouvement démocrate, elle est élue députée dans la 5^e circonscription de la Loire-Atlantique en 2017. En 2020, elle est élue conseillère municipale de Nantes et conseillère communautaire de Nantes Métropole.

Elle est la présidente du MoDem de la Loire-Atlantique et porte-parole du parti.

Entre le 26 juillet 2020 et le 20 mai 2022, elle est Secrétaire d'État chargée de la Jeunesse et de l'Engagement auprès du ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, au sein du gouvernement Jean Castex.

Lors des élections législatives de 2022, elle est réélue députée dans la 5^e circonscription de la Loire-Atlantique.

Le 4 juillet 2022, elle est nommée Secrétaire d'État chargée de la Jeunesse et du Service national universel dans le gouvernement Élisabeth Borne.



À propos de Véronique Devise

Véronique Devise, 56 ans, a choisi d'orienter sa vie vers les plus démunis, par son métier d'assistance sociale dans le Nord qu'elle exerce depuis une trentaine d'années. Elle a également travaillé pour les Caisses de Retraite Complémentaires des Hauts de France, puis en milieu hospitalier en pédiatrie où elle accompagne des familles avec des enfants atteints de maladies incurables. Puis elle enchaîne avec une expérience dans une structure d'insertion professionnelle, une autre d'aide à la personne et une dernière consacrée à l'accueil des personnes handicapées.

Une vie professionnelle riche, tournée vers les plus fragiles, à laquelle il faut ajouter ses nombreuses activités bénévoles et associatives. C'est ainsi qu'en 2006 elle entre en tant que bénévole au Secours Catholique. D'abord bénévole, elle devient ensuite référente de l'Artois pour l'association avant de prendre, en 2009, la présidence du Nord-Pas-de-Calais. Elle y fera deux mandats, de 2010 à 2016. Elle est aujourd'hui présidente du Secours Catholique depuis juin 2021.



Vos interlocuteurs au sein du centre de prospective GCF

François Miquet-Marty est président-fondateur de l'institut d'études et de conseil en opinions Viavoice, créé en 2008, et du GCF (Global Center for the Future), centre de recherches prospectives transdisciplinaires qu'il a créé en 2019.

Il a développé une partie de ses analyses dans plusieurs livres, dont :

- *Les nouvelles passions françaises. Réinventer la société et répondre à la crise*, Michalon, 2013 ;
- *Secrets de croissance. L'entreprise métamorphose, nouvel âge de l'entreprise*, Michalon, 2016 ;
- *Le pari de l'avenir. Manifeste pour la prospective*, Fauves, 2017 ;
- *Collectif : Réinventons le progrès !*, L'Aube, 2020 ;
- *Les nouvelles fractures de l'humanité*, L'Aube, 2022.

François Miquet-Marty est un habitué des médias par son regard à la fois pragmatique, ancré dans la réalité tout en étant prospectif. Docteur de l'EHESS (Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris).

Gwenaëlle Leroux, diplômée de l'Ecole d'Affaires Publiques de Sciences Po Paris, est chargée de prospective au sein du Global Center for the Future (GCF).

Ses expériences dans le domaine public, ainsi que ses connaissances en Humanités politiques et sur les évolutions de société lui permettent d'être polyvalente, allant du travail de veille à celui d'anticiper les besoins et les problématiques futures de nos sociétés et des entreprises.



aéma
G R O U P E

GROUPE
MUTUALISTE
DE PROTECTION

 AÉSIO
MUTUELLE

 MACIF

 abeille
ASSURANCES

 Ofi invest

AÉMA GROUPE

Société de Groupe d'Assurance Mutuelle (SGAM),
entreprise régie par le code des assurances,
dont le siège social se situe 17-21, place Étienne-Pernet - 75015 Paris,
identifiée sous le numéro unique 493 754 261.